

Refusons les coupes budgétaires dans la formation et la recherche !

Nous, chercheurs et chercheuses, étudiants et étudiantes, membres des équipes administratives et techniques de l'Université de Lausanne (UNIL), nous opposons fermement aux coupes budgétaires annoncées pour l'UNIL par le Conseil d'État vaudois le 24 juillet 2025, comme à toutes les coupes prévues dans les budgets des services publics et parapublics.

La réduction de 24 millions de francs prévue pour 2026 est une attaque directe contre l'Université et les prestations qu'elle offre. Cette attaque s'ajoute aux 460 millions de francs de coupes annuelles annoncées au niveau fédéral, qui toucheront les hautes écoles et les organismes de financement de la recherche dès 2026 – avec des conséquences tout aussi catastrophiques.

Les employé·es et les étudiant·es seront les premières victimes d'une politique d'austérité qui relève du non-sens sur le plan économique, chaque franc investi dans l'Université rapportant quatre francs au Canton¹. Mais au-delà du calcul, ces coupes entraîneraient :

- la **suppression massive de postes** dans la recherche, l'enseignement et l'administration à l'UNIL, l'un des plus grands employeurs du canton
- une détérioration importante des conditions de travail pour les employé·es de l'UNIL
- une **baisse de la qualité de la recherche**, l'impossibilité pour l'UNIL de contribuer aux développements scientifiques actuels et futurs, ainsi qu'une dégradation de la réputation de l'UNIL au niveau national et international
- un **affaiblissement de l'enseignement** et de l'encadrement des étudiant·es
- un risque élevé de **hausse des taxes d'études**, l'UNIL n'ayant plus les moyens de remplir ses missions

Nous rejetons les politiques d'austérité du Canton, qui ne relèvent pas de la nécessité mais d'un choix idéologique. En se défaussant de l'une de ses missions

fondamentales – garantir le financement, la stabilité et l'indépendance de la recherche scientifique et de la formation –, le Conseil d'État transfère la charge d'un financement public et solidaire sur les citoyen·nes. Ce choix affaiblit les prestations de l'UNIL, ouvre

¹ <https://www.vd.ch/actualites/actualite/news/24915-0-lapport-de-luniversite-de-lausanne-a-leconomie-vaudoise>

la voie à la privatisation de la recherche et de la formation, précarise les conditions de travail et d'études, et soumet l'Université à une logique marchande.

Nous défendons une formation accessible à toutes et tous, une éducation publique, critique et émancipatrice, une recherche plurielle et ambitieuse menée dans des conditions dignes, et un enseignement de qualité – au service de la société.

Nous appelons le Grand Conseil vaudois à refuser les coupes proposées par le Conseil d'État afin de garantir un financement à la hauteur des enjeux, pour l'avenir de l'UNIL et de la collectivité.

N°	Nom, prénom	Faculté (si applicable)	Signature
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Vous voulez partager la pétition au sein de votre réseau ? Le QR code ci-joint vous amène directement sur le site hébergeant la pétition, qui peut être signée en ligne.



www.vaud.ssp.vpod.ch/petition-coupes-unil

Même incomplètes, les feuilles de signatures doivent être retournées le plus rapidement possible à l'adresse : SSP Vaud, Avenue Louis-Ruchonnet 45, Case postale 1324, 1001 Lausanne.